



# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

**ÉDITION SPÉCIALE — 19 DÉCEMBRE 1961**

La manifestation du 27 OCTOBRE 1960 due à une initiative de l'U.N.E.F. et des syndicats avait réveillé l'opinion et contraint de Gaulle à un changement de politique. Les fédérations du P.S.U. y avaient joué un rôle décisif (Tanguy-Prigent et plusieurs dizaines de nos camarades ont été blessés).

Malheureusement, les manœuvres du régime gaulliste et les divisions de la gauche, favorisées elles-mêmes par le sectarisme de certains partis, n'ont pas permis d'exploiter ce premier succès.

Cette année, le P.S.U. a décidé de relancer l'action en organisant le 1<sup>er</sup> NOVEMBRE une démonstration de rues à Paris.

Une série de manifestations ont suivi, notamment celles du 18 NOVEMBRE et du 6 DÉCEMBRE.

Et c'est ainsi que — les syndicats et l'U.N.E.F. ayant repris l'initiative — la journée nationale du 19 DÉCEMBRE est devenue possible.



Le 1<sup>er</sup> novembre, Place Clichy : ce jour-là, le P.S.U. a relancé l'action

## TOUS DE LA BASTILLE A L'HOTEL DE VILLE

**CE SOIR A 18 H. 30**



**S** I chacun fait tout son devoir, la journée du 19 décembre 1961 s'apparentera dans l'histoire à celle du 12 février 1934 : le peuple de Paris dira un NON résolu au fascisme avoué ou honteux et à ses complices, en même temps qu'à la guerre d'Algérie, non plus seulement injuste et criminelle, mais absurde, qui prendra fin si nous exerçons sur le pouvoir gaulliste une vigoureuse pression.

Le P.S.U. est fier d'avoir organisé la première manifestation contre le racisme le 1<sup>er</sup> novembre, puis d'avoir participé, dans un esprit d'unité, à toutes les autres, en bannissant les exclusives.

Il se réjouit de l'appel commun des organisations syndicales qu'il a

chaleureusement appuyé dès la première minute.

Il demande à ses militants, à ses sympathisants, à tous les travailleurs, à tous les démocrates d'affirmer, en cessant le travail conformément aux mots d'ordre de leurs syndicats, puis en participant en masse à la grande démonstration populaire de la Bastille à l'Hôtel de Ville, leur volonté de barrer la route aux aventuriers fascistes trop longtemps encouragés par la faiblesse, frisant la complicité, des Pouvoirs publics, et de jeter les bases d'une amitié franco-algérienne, dans l'intérêt des deux peuples.

Edouard DEPREUX,  
Secrétaire national du P.S.U.



## U. N. E. F.

**L'**EVOLUTION du problème algérien a conduit notre pays à la situation actuelle, où sont à la fois en jeu la possibilité d'une libre coopération entre la France et l'Algérie, et l'existence même des libertés et de la démocratie en France.

Seule, la manifestation concrète de l'existence d'une opinion démocratique française soucieuse d'aboutir à la fin de la guerre d'Algérie et au rétablissement des libertés démocratiques en France, pourra arrêter cette dégradation progressive des libertés, de l'esprit civique, à laquelle nous assistons depuis des années.

Les seuls moments où l'opinion française a pu exprimer massivement sa volonté ont été suscités par un appel des organisations syndicales, que ce soit le 28 mai 1958, le 1<sup>er</sup> février 1960, le 27 octobre 1960, le 24 avril 1961.

La décision de la C.F.T.C., de la C.G.T., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F. d'organiser le 19 décembre une journée nationale d'action contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation est le résultat de multiples discussions, de rencontres, dont on peut regretter peut-être qu'elles n'aient pas abouti plus tôt, mais qui ont finalement permis l'organisation d'un mouvement d'une ampleur réelle.

Ce sera, en effet, la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie qu'un arrêt de travail, dont la durée ne peut être évidemment que symbolique, sera organisé non pas seulement en réaction contre un putsch, mais aussi pour marquer l'opposition des Français à toute activité fasciste et à la poursuite de la guerre.

Les étudiants pour leur part participeront en masse aux actions prévues le 19 décembre, et ce n'est pas le nouvel attentat contre le siège de l'U.N.E.F. qui les empêchera d'exprimer leur volonté, lors de l'arrêt de travail de 11 heures et lors de la manifestation de la Bastille le soir. Bien au contraire.

Dominique WALLON,  
Président de l'U.N.E.F.

## F. E. N.

**L**A lutte contre l'O.A.S. est inséparable de la lutte pour la paix négociée en Algérie et de la volonté d'en créer les conditions, tant il est vrai que l'O.A.S. tire du conflit à la fois ses moyens et son assise psychologique. Et les événements qui se déroulent depuis le mois d'avril placent chaque jour davantage notre peuple en face d'un choix fondamental entre la négociation de la paix en Algérie et l'instauration du fascisme en France.

Ce choix s'impose désormais de toute urgence car le désarroi des esprits, la dégradation des consciences, la dissolution de la collectivité nationale, fruits de la prolongation du conflit, semblent se développer dangereusement. Le racisme s'étend en France même, Paris, pour sa honte, a vu renaître la chasse au faciès ; et le plastic y devient aujourd'hui pour certains l'argument essentiel.

Face aux fauteurs d'aventures de l'O.A.S., face aussi aux atteroiements du pouvoir, il appartenait au monde du travail et à tous les républicains d'affirmer publiquement leur détermination. Mais une telle manifestation n'est probante, donc efficace, que si accepte d'y participer la masse de ceux qui ont à ce sujet un minimum de pensée commune. Le succès partiel d'initiatives trop particularistes peut laisser à l'adversaire le sentiment que la voie est libre ; il faut donc vouloir les moyens d'une adhésion massive et en accepter sans arrière-pensée les conditions.

Janvier et juin 1960, 27 octobre 1960, avril 1961, ont prouvé qu'à l'époque actuelle, la condition d'une telle efficacité réside dans l'action conjuguée des Centrales syndicales. C'est pourquoi la F.E.N. s'est employée obstinément, malgré certaines difficultés créées au lendemain du 27 octobre 1960, à rendre à nouveau possible la coopération entre les Centrales, non plus seulement « à chaud » comme en avril dernier, mais « à froid », préventivement cette fois. Les contacts pris dès les premiers jours de novembre auprès de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F., puis de la C.G.T. et de F.O., ont enfin abouti le 11 décembre dernier. Comme nous l'avions espéré, et bien que l'équivoque créée par certain communiqué politique publié simultanément ait pu en altérer un moment la portée, l'appel commun lancé ce jour-là par la F.E.N., la C.F.T.C., la C.G.T. et l'U.N.E.F. a connu aussitôt dans le pays un retentissement considérable.

La journée nationale contre l'O.A.S. et pour la paix négociée en Algérie est une initiative syndicale ; ainsi elle permet le rassemblement de tous. Le respect de son caractère syndical est la condition du succès et de la pleine efficacité de la manifestation. En répondant aux mots d'ordre nationaux d'arrêt du travail et de toute activité le mardi 19 décembre 1961 à 11 heures, les travailleurs, les ménagères n'apporteront pas un tribut à telle ou telle organisation, leur geste sera plus essentiel et de plus grande portée ;

Ils exprimeront leur volonté de citoyens :  
— de mettre fin à la guerre ;  
— de s'opposer à l'entreprise de subversion O.A.S. ;  
— de défendre ainsi leurs libertés, leurs droits et les chances de la démocratie dans notre pays.

Louis ASTRE,  
Secrétaire général du S.N.E.T.,  
membre du bureau de la F.E.N.

# ÇA CHEZ M



## APPEL PA de la C.F.T.C la F.E.N. et

La guerre d'Algérie continu  
sible.

La prolongation du conflit  
tage les libertés et la démocratie  
le fascisme. L'O.A.S., impunie  
racket, l'attentat, l'assassinat.

Face à cette situation qu'elle  
organisations syndicales, la Conf  
gements qu'elle a pris dans le  
mardi 19 décembre une journée

— contre l'O.A.S. ;

— pour la paix en Algérie

En conséquence, la Confédération  
national du travail de quinze m  
1961, à 11 HEURES.

Elle souhaite, d'autre part,  
tous les Français, où qu'ils soient  
tation à la même heure et pour l

11 DECEMBRE



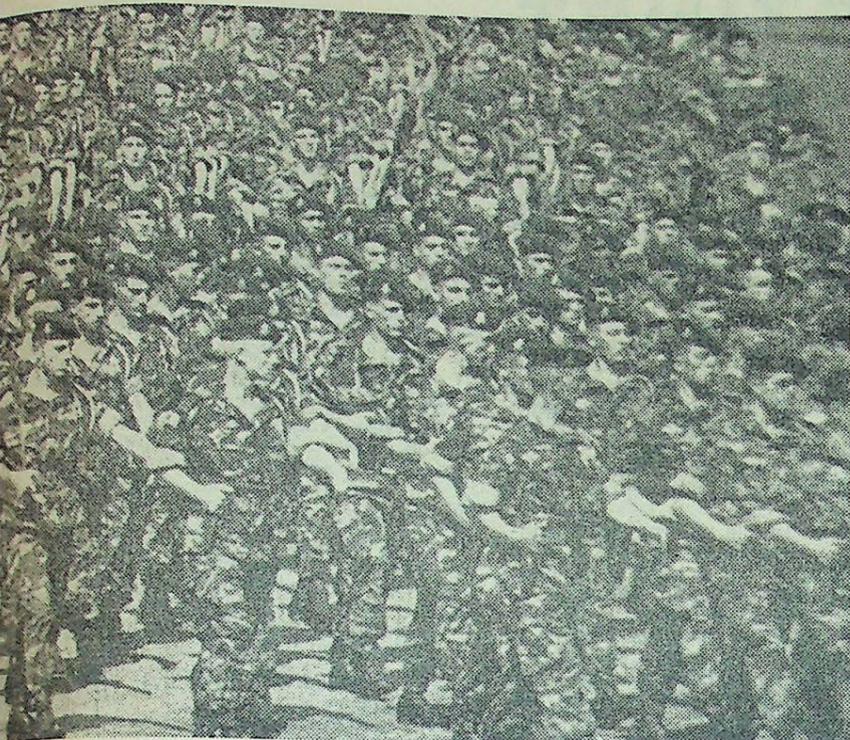
Dominique WALLON



Louis ASTRE

# TOUS UNIS PO CONTRE

# NOUS ?



# AMMAIS !

## RALLÈLE la C.G.T. l'U.N.E.F.

lors que la paix est pos-

rade chaque jour davan-  
le alimente le racisme et  
multiplie le chantage, le

examinée avec les autres  
ration..., fidèle aux enga-  
ssé, décide de faire du  
manifestation nationale :

la négociation.

n ... appelle ... à un arrêt  
tes LE 19 DECEMBRE

toutes les Françaises et  
associent à cette manifes-  
tation même temps.

1961 (14 heures.)

# UR LA PAIX L'O. A. S.



André BERTHELOT



André JEANSON

## C. G. T.

**L'**APPEL à l'arrêt du travail et aux manifestations du 19 décembre s'inscrit dans une suite déjà longue d'actions unitaires des travailleurs contre le fascisme et pour la paix négociée en Algérie.

Il s'adresse aussi à l'ensemble de la population.

Car il répond à l'urgente nécessité d'opposer aux prétentions politiques des chefs factieux et aux tristes exploits de leurs hommes de main, le front de toutes les volontés démocratiques dont la division est à la racine même des événements qui ont progressivement plongé notre pays dans le chaos que chacun constate aujourd'hui.

Face à l'impuissance d'un pouvoir prisonnier de ses origines et dont le comportement heurte la conscience de tout républicain digne de ce nom, le regroupement le plus large de tous les éléments sains de la nation apparaît, plus que jamais, comme la condition première et sine qua non des solutions qu'appellent le drame algérien et la dégradation de la démocratie en France qui est une des plus redoutables conséquences.

C'est pourquoi nous devons nous réjouir de ce que l'initiative des organisations syndicales (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N.) et de l'U.N.E.F. ait été rapidement suivie et soutenue par certaines grandes formations politiques, qu'elle ait suscité, dans de nombreux départements et localités, des accords plus larges encore, qu'elle ait aussi contribué à balayer les exclusives dans lesquelles s'obstinent certains dirigeants et qui, par la division qu'elles entretiennent, ne servent, en définitive, que nos adversaires communs.

Ce ne sera pas le moindre mérite de cette journée du 19 — dont le succès est d'ores et déjà assuré — que d'avoir donné ce nouvel élan à l'unité de l'ensemble des forces démocratiques, de progrès et de paix. Car, répétons-le, c'est dans cette unité que réside la clé des problèmes angoissants que pose la situation actuelle et devant lesquels il n'est plus temps, ni possible, de reculer.

André BERTHELOT,  
Secrétaire général de l'U.G.F.F.

## C. F. T. C.

**V**ENANT couronner toute une série de manifestations pour la paix en Algérie — série marquée pour la C.F.T.C. par la journée du 17 novembre — le 19 décembre a été voulu par les organisations syndicales. C'est en effet sur la base d'une initiative de la C.F.T.C., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F. que l'accord a pu se faire entre organisations syndicales et se traduire par les appels « parallèles » du 11 décembre. Notre volonté de donner une marque syndicale à la journée du 19 décembre n'est pas l'expression d'une orgueilleuse prétention d'être les seuls à défendre la démocratie et à vouloir la paix en Algérie, mais les circonstances, comme les expériences passées, nous font penser que c'est autour des organisations syndicales que le rassemblement des démocrates peut se faire le plus facilement. Nous pensons même que certain ralliement, volontairement précipité, à l'appel syndical, en voulant distancer les autres ralliements et imposer ainsi une coloration politique partisane à la journée, a failli constituer un obstacle redoutable à ce rassemblement. Tant il est vrai que proclamer les vertus de l'action unitaire et travailler sincèrement à la réalisation de cette unité ne sont pas forcément la même chose.

Quoi qu'il en soit, je me félicite de ce que de nombreux groupements et organisations appellent leurs adhérents et l'ensemble de la population à soutenir l'initiative syndicale. Je suis convaincu, ainsi que le soulignait le Conseil Confédéral de la C.F.T.C. vendredi dernier, que le 19 décembre sera « une grande journée d'action nationale contre l'O.A.S. et pour la paix négociée en Algérie ».

Car cette journée vient au moment voulu. En effet, l'O.A.S. en Algérie, après avoir réussi à « mettre en condition » la population européenne, en est arrivée ouvertement au stade de l'assassinat systématique.

En métropole, par un savant dosage de bluff, de chantage, de violences, un peu d'assassinats (pas trop, l'affaire n'est pas assez mûre, mais cela viendra), non sans utiliser la séduction ; les évêques, les parlementaires, M. Guy Mollet sont des correspondants soignés par Salan, et bien entendu l'infiltration dans les rangs de l'Etat, rouages souvent complaisants, l'O.A.S. cherche à s'imposer et à imposer ses objectifs de fascisme et de guerre camouflés sous un nationalisme aussi vide que bruyant.

Il ne s'agit pas de s'exagérer le danger fasciste, les factieux ne sont pas dupes eux-mêmes de leur propre jactance, ils savent bien qu'au mieux pour eux, c'est une bataille de « desperados » qui les attend.

Mais à l'heure où la paix peut être toute proche, où les liens se nouent entre la France et le nationalisme algérien, le danger est que le fascisme réussisse à freiner le déroulement d'un processus encore fragillement engagé.

C'est pourquoi il faut, à ce moment crucial, que les travailleurs interviennent, et avec eux tous les démocrates, pour signifier avec force et détermination qu'ils ne tolèrent ni que les chances de paix soient gaspillées, ni que la démocratie soit menacée.

Ce geste sera fait, massivement posé, mardi, à l'appel des organisations syndicales. Ce geste-là, en cette fin d'année, sera déterminant pour que l'aube qui va se lever sur la nouvelle année soit celle de la liberté et de la paix.

André JEANSON,  
Vice-président de la C.F.T.C.

# Comment l'O. A. S. sera vaincue

par

## Gilles MARTINET

Membre du Bureau National du P.S.U.

L'ACTION de l'O.A.S. est déterminée par des officiers qui ont appartenu aux services psychologiques de l'armée.

Pour ces officiers, la conquête des masses et celle du pouvoir relèvent d'une « technique » qu'ils croient avoir apprise en Indochine, puis en Algérie.

De la lutte du peuple vietnamien et de celle du peuple algérien, ils n'ont, en réalité, retenu que les aspects extérieurs : les slogans de propagande, les réseaux politico-militaires, l'utilisation de la violence, etc.

Ils n'ont pas compris que ces méthodes n'avaient de sens que dans le contexte d'une grande lutte populaire et révolutionnaire. Mises au service de la cause adverse, c'est-à-dire de la cause du colonialisme, elles ont abouti à deux immenses faillites.

Leur double échec, Indochine, Algérie, n'a cependant rien appris à ces officiers. Ils veulent maintenant utiliser leur fameuse « technique » dans leur propre pays, pour la conquête de leur propre peuple.

On pourrait rire de cette prétention si l'action de ces officiers n'avait pas déjà conduit à de multiples assassinats et si elle ne s'appuyait pas sur un certain nombre de facteurs non négligeables.

Le premier de ces facteurs est constitué par la population européenne d'Algérie. Cette population, on le sait, réagit avec passion devant la perspective d'une indépendance qui doit permettre à la majorité mu-

sulmane d'exercer ses droits de majorité. Nous sommes persuadés que, mise devant le fait accompli d'un accord franco-algérien, une partie de cette population ouvrirait les yeux et chercherait à s'adapter à la réalité nouvelle. Mais tant que l'accord ne sera pas signé, les Français d'Algérie constitueront une masse de manœuvre idéale pour l'O.A.S.

Le deuxième facteur est lié à l'état d'esprit de l'armée elle-même. De nombreux officiers se refusent à admettre que la cause pour laquelle ils ont combattu sept ans en Indochine et sept ans en Algérie était une cause perdue d'avance et ils reprochent — non sans raison — à de Gaulle de les avoir sur ce point longtemps trompés. Et puis, il y a aussi ces officiers qui ont commis des crimes monstrueux, qui ont fait de la torture une véritable institution et qui ne veulent pas avoir à rendre de comptes un jour de leurs actes. C'est le même état d'esprit qui anime ceux des policiers métropolitains qui ont les mains encore gluantes du sang de dizaines de travailleurs algériens. Ces gens sont prêts à tout pour éviter le châtement qu'ils méritent.

Un autre facteur qui joue en faveur de l'O.A.S., c'est la complicité d'une partie de la haute administration et du gouvernement. Le régime, issu du coup de force du 13 mai, demeure prisonnier de ses origines. Le sabotage, l'inertie et la désobéissance ne cessent de le ronger.

Enfin, le dernier facteur — peut-

être le plus important — est constitué par l'apathie politique d'une partie de la population française elle-même. Que cette population désire la fin de la guerre d'Algérie et qu'elle ait horreur de la dictature militaire, voilà qui ne fait aucun doute. Mais il faut malheureusement ajouter que pour beaucoup de Français, ces sentiments ne se traduisent par aucun geste concret. La politique paternaliste du régime gaulliste, succédant aux déceptions de la IV<sup>e</sup> République, les pousse à une certaine indifférence et à un certain scepticisme. Ils ne croient plus à la vertu de leur propre action, c'est-à-dire aux possibilités de la démocratie.

Et c'est sur cela que comptent, principalement les chefs de l'O.A.S. « Ils ne nous aiment pas, pensent-ils, mais si nous leur faisons suffisamment peur, ils nous subiront ». C'est le raisonnement de tous les fascistes.

Aussi, pour combattre l'O.A.S., et pour briser sa tentative, il faut commencer par lui opposer partout une force supérieure et une résolution plus forte. Les hommes qui rêvent de contraindre le peuple à « se coucher » devant eux doivent être recherchés, dénoncés et contraints, en chaque occasion, à la retraite et à la fuite.

Notre Comité politique national a fixé à ce propos des objectifs qui doivent être ceux de l'ensemble des forces populaires. Il faut, a-t-il dit :

— Démasquer les éléments O.A.S. et les isoler dans leur milieu de travail et leur lieu d'habitation ;

— Dénoncer toutes les complaisances dont ils bénéficient et notamment dans l'Armée, la Justice, la Police, les Administrations et les entreprises ;

— Mettre en demeure les hommes politiques et les organisations ainsi que les personnalités connues, de désavouer publiquement les activités de l'O.A.S. ;

— Exiger des directions des entreprises commerciales et industrielles l'engagement de leur refus de cotiser à l'O.A.S. et sanctionner par des actions de masse tout refus ou violation de cet engagement ;

— Assurer le contrôle permanent des installations et des administrations vitales et se préparer à prendre en mains, en cas de putsch, la protection et le fonctionnement ;

— Manifester par des actions publiques l'impossibilité technique pour l'O.A.S. de s'emparer du pouvoir.

Il va de soi que ces actions ne sont pas suffisantes et qu'il faut les inscrire dans le cadre d'un grand effort de mobilisation politique du pays tout entier pour la paix et contre le fascisme.

Mais ne nous trompons pas : sans ces actions, la mobilisation se fera dans des conditions difficiles et l'O.A.S. ne sera pas détruite.

### LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue des Droits de l'Homme, dès le premier jour de la guerre d'Algérie, n'a cessé de préconiser l'union sans exclusive de tous les démocrates.

Aujourd'hui plus que jamais, cette union est nécessaire pour lutter contre l'O.A.S., ses inspirateurs, ses agents et ses complices.

La Ligue des Droits de l'Homme invite donc tous ses membres et tous ceux qui, en dehors de ses rangs lui font confiance à participer en grand nombre, tant à Paris qu'en province, aux divers mots d'ordre donnés en ce sens à l'occasion de la journée du 19 décembre

Daniel MAYER,  
Président de la Ligue  
des Droits de l'Homme

### PIERRE MENDES FRANCE

C'est un fait important que les organisations syndicales alertent l'opinion sur l'aggravation de la situation, et qu'elles prennent conscience de la nécessité pour elles d'intervenir sur le terrain politique.

Elles savent que rien ne peut être résolu, paix en Algérie, progrès économiques et sociaux, etc., tant qu'un certain nombre de préalables politiques n'auront pas reçu leur solution. Elles nous donnent un bel exemple d'organisation et de coopération en appelant tous les Républicains à manifester ensemble le 19 décembre ; il faut répondre à leur appel.

S.N.E.S. Sup.  
S.G.E.N.

Académie de Paris  
appellent  
à la manifestation

## LE P. S. U.

Les fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise vous appellent à manifester

— pour protester contre les menées de l'O.A.S.

— pour exiger le châtement exemplaire des plastiqueurs et des assassins

— pour exprimer votre indignation devant la faiblesse du gouvernement et votre volonté de défendre vous-mêmes les libertés républicaines

— pour imposer la Paix en Algérie

Tous à 18 h. 30  
au défilé  
de la Bastille à l'Hôtel de Ville

### GROUPE P.S.U. DE L'UNIVERSITE

A l'heure où nous mettons sous presse, nous avons déjà reçu les appels suivants :

M. DEVILLERS.  
A. KASTLER.

P. FRAISSE.  
E. LABROUSSE.  
L. SCHWARTZ.

P. GRAPPIN.  
E. PERROY.

### S.N.E.S.

Section  
de l'Académie de Paris

La journée du 19 décembre, à ses différents moments : arrêt de travail du matin, manifestation de l'après-midi, doit dans notre esprit faire la démonstration, pour ceux qui en douteraient, que les travailleurs de France — et plus largement l'opinion — se dresseront, se dressent déjà contre ceux qui pratiquent, suscitent ou couvrent chantage et attentats.

Nous ne pouvons, en tant qu'enseignants et en tant que syndicalistes, accepter que le chantage, l'intimidation, l'attentat puissent être considérés comme moyens d'expression d'une opinion ou comme des procédés de règlement des conflits politiques.

En fait, il ne s'agit pas ici d'option politique ou idéologique, mais d'abord d'un problème humain, d'un problème de morale et de dignité.

L'initiative des quatre centrales syndicales doit permettre l'unité dans la riposte.

Il s'agit d'imposer la paix et la sécurité : aucune organisation politique ne peut, ni ne pourra, quoi qu'elle dise ou fasse, prétendre avec succès en avoir le monopole.

Il s'agit d'une idée simple, née dans l'opinion publique elle-même, et celle-ci se détournerait vite de ceux qui éventuellement révéleraient des arrières-pensées de politique partisane. L'histoire est du côté de ceux-là seuls que la liberté et la vérité ne gênent pas.

Nous sommes convaincus que ceux-là, sont — et seront — de plus en plus nombreux et l'emporteront.

L.-P. LETONTURIER,

Secrétaire général du Syndicat national  
de l'Enseignement secondaire  
(S 3 de Paris)

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ — FÉDÉRATION DE PARIS — 8, RUE HENNER, (IX<sup>e</sup>)